

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

N°2

DECEMBRE
2009

CONSTRUISONS LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Pour parler sans détours, le mouvement ouvrier et plus généralement le mouvement populaire traversent depuis plus de trente ans une longue période de défaites.

Non pas faute de lutter, mais parce que face à un patronat et à un Etat de combat lancés dans une grande offensive réactionnaire dictée par l'approfondissement de la crise du système impérialiste mondial, aucun parti ni aucune organisation syndicale ou autre n'a opposé une stratégie politique ou des mobilisations offensives avec la volonté de bousculer et de déstabiliser les forces de la bourgeoisie.

C'est un fait qui se vérifie jour après jour : il n'existe plus dans ce pays ni un véritable parti communiste ni un syndicat de lutte de classe anti-capitaliste lié à ce parti, capables de mener le prolétariat et l'ensemble des couches populaires à la victoire.

Le P«C»F a rayé de ses objectifs la destruction du système capitaliste en même temps qu'il a abandonné la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat, conditions pour construire une autre société basée sur les intérêts de la classe ouvrière et des autres couches exploitées : le socialisme.

Ce parti n'a plus d'autre ambition que de participer à des alliances électorales et gouvernementales avec des partis bourgeois dans le but de réformer le capitalisme pour lui donner « un visage humain ».

EDITORIAL

Construisons le Parti communiste marxiste léniniste. Pages 1-4

QUI SOMMES-NOUS Page 2

OU EN EST LE PROCESSUS D'UNIFICATION

Compte rendu de la réunion du CNU. Page 4

L'unification des communistes ML et la question de l'unité idéologique Page 5

LA LUTTE DES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS

Contradiction du mouvement syndical et travail politique communiste. Page 6

Quelques notes de lecture Page 7

Le nouveau statut du travail salarié de la CGT Page 8

LA GREVE DES SANS-PAPIERS

Tous les grévistes doivent être régularisés Page 11

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI et INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Solidarité avec les militants basques Page 12

Les jeunesses communistes mènent la lutte pour la libération de G.I.Abdallah Page 14

Chine : Conflit au Xinjiang article du MLKP Page 15

Chine : la grande bourgeoisie se porte bien Page 18

Message du ROCML au MLKP Page 19

COURRIER DES LECTEURS Page 20

Adresse électronique du ROCML : Roc.ml@laposte.net

Adresse postale : « Les Amis de Karl Marx »

BP 59 64340 BOUCAU

La CGT, elle, est dominée par la même idéologie réformiste que le P«C»F.

Même si cette centrale syndicale proclame son indépendance vis-à-vis de ce parti, elle en applique la ligne par l'intermédiaire de ses cadres. Elle a renié officiellement (après les avoir bafoués dans la pratique) tous les principes de la lutte de classe et leur objectif : l'abolition du capitalisme et du salariat par la collectivisation des moyens de production.

Pour la bourgeoisie, le P«C»F et la CGT ne sont plus des ennemis de classe mais des partenaires sociaux. Leur participation à la gestion de l'économie et des institutions politiques se vérifie à chaque occasion et n'a plus rien de secret. Et on en apprend chaque jour davantage sur leur collaboration réciproquement avantageuse.

Forte de cette collaboration, l'oligarchie financière a réussi à mener à bien toutes ses politiques réactionnaires de crise que ce soit avec des gouvernements de droite ou avec des gouvernements de gauche, y compris avec la participation de ministres « communistes » comme ce fut le cas de 1981 à 1984 : liquidation totale ou restructurations de secteurs industriels à faible taux de profit (mines, sidérurgie, chimie, textile), exploitation accrue du travail par l'intensification, la flexibilité, la précarité, les licenciements et les salaires écrasés, casse de la protection sociale (sécu, retraites) et des services publics utiles au peuple (école, santé, poste, énergie, transports publics...).

A part des critiques orales et des journées «d'action» nationales dispersées, sans perspective, n'allant pas au-delà de l'expression du mécontentement populaire, et jouant en fait le rôle de soupapes de sécurité, le P«C»F et la CGT n'ont rien fait durant toutes ces années en tant qu'organisations nationales censées mobiliser les travailleurs, pour créer un véritable combat de classe contre l'offensive générale de la bourgeoisie.

La bourgeoisie impérialiste française est ainsi en mesure jusqu'à aujourd'hui, de traverser la plus grande crise économique depuis celle de 1929 sans explosion sociale, assurée que la gauche et les syndicats ne remettront pas en cause l'ordre capitaliste, P«C»F et CGT apportant même leurs conseils aux pouvoirs économiques et politiques pour que la France capitaliste sorte de cette crise sans trop de dégâts, appliquant le postulat réformiste de collaboration des classes : *ce qui est bon pour le capital*

QUI SOMMES-NOUS ?

LE RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES

est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi. Il a été rejoint par le Comité Communiste des Bouches du Rhône.

Le ROCML est membre du CNUMCF et milite pour la fusion des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme dans une seule organisation nationale.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML. Son comité de rédaction souhaite que ses lecteurs contribuent à en faire aussi un espace d'échanges et de débat constructif.

est bon pour le travail. Et réciproquement. Face aux attaques frontales et multiformes du capital financier et des forces politiques à son service, il aurait au contraire fallu au prolétariat un parti communiste révolutionnaire, fort, lié aux masses au travers d'un syndicat ouvrier de lutte de classe et d'organisations populaires anticapitalistes. Ce parti aurait mobilisé les travailleurs et l'ensemble des couches populaires dans le but d'affronter la bourgeoisie et son Etat pour au moins les faire reculer et au mieux, dans l'hypothèse d'une crise politique et suivant les situations concrètes, d'ouvrir des perspectives révolutionnaires.

Aujourd'hui, ni ce parti, ni ce syndicat, ni ces organisations populaires n'existent.

Les organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme restent divisées, souvent porteuses de positions politiques héritées du PCF dont elles sont issues récemment pour certaines et en tout cas bien après le reniement de la voie révolutionnaire par ce parti et son alignement sur les thèses révisionnistes modernes imposées par Krouchtchev et ses successeurs au mouvement communiste international. En même temps, elles restent campées sur des crispations sectaires par crainte de confronter directement ces positions au sein d'un seul parti.

La CGT, qui garde encore une influence certaine sur la classe ouvrière est dirigée par un appareil bureaucratique qui fonctionne à tous les niveaux grâce aux financements des pouvoirs politiques et économiques bourgeois et qui verrouille toute opposition à sa ligne de collaboration des classes. Ce verrouillage rend illusoire la reconquête de la confédération par les syndicalistes révolutionnaires de la base et donne lieu tout au plus à des luttes entre clans réformistes au sein de cet appareil ou à des accès de révolte sans lendemain de la part de militants combattifs écœurés.

Quant aux organisations populaires anticapitalistes, elles sont peu développées, se limitent à des activités locales, se bornent à soulager la misère sociale plutôt que

d'organiser et de mobiliser le peuple pour y mettre un terme.

Que faire, dans ces circonstances pour faire avancer le mouvement ouvrier et populaire dans la voie de la révolution ?

La situation est difficile, mais les communistes ont la confiance scientifique que les contradictions de la société capitaliste engendreront les conditions de la révolution prolétarienne.

Partant de la réalité et suivant les enseignements du marxisme-léninisme vérifiés par l'Histoire, le ROCML définit comme tâche principale du mouvement communiste, celle autour de laquelle s'articulent toutes les autres, **la construction du parti communiste marxiste-léniniste.**

Sans parti communiste guidé par une stratégie et une tactique révolutionnaire, l'action des révolutionnaires dans les masses ne peut en effet qu'être aveugle, aléatoire, sans boussole, sans perspective, limitée aux revendications du mouvement spontané. Le mouvement ouvrier et populaire laissé à lui-même ou dévoyé par les réformistes est condamné à aller d'échecs en échecs.

Dans la voie de la construction de ce parti, le CNUMCF a contribué à faire des pas importants en amenant les organisations adhérentes à mener le débat idéologique sur les objectifs stratégiques ainsi que sur certaines positions tactiques du mouvement communiste. Il a permis d'engager la lutte contre le sectarisme.

Le ROCML est né de l'unification de cinq organisations du CNU : le Collectif Militant Communiste, Communistes en Lutte, l'Association les Amis de Karl Marx, la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de Pau, et la Jeunesse communiste Communiste Marxiste-Léniniste d'Albi. Il a été rejoint par le groupe communiste de Marseille, et l'organisation se construit dans d'autres villes et dans la région parisienne.

Le ROCML s'édifie aujourd'hui comme une force active dans certaines luttes, dans le débat idéologique, dans la diffusion des

idées de la révolution, dans la lutte contre l'opportunisme et le sectarisme, dans l'organisation des communistes et des éléments avancés dans un seul parti.

L'expérience l'a montré : l'opportunisme et le sectarisme ont la peau dure. Des freins et des obstacles ont entravé la dynamique unitaire qui aurait dû conduire à la fusion prochaine de toutes les organisations membres du CNU.

Ces freins ne nous empêcheront pas de maintenir l'objectif de l'unification des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme dans un parti unique, mais nous le ferons conscients que le renforcement de notre organisation est la condition de la construction de ce parti.

Le ROCML appelle ses militants et les communistes à se mobiliser dans les luttes de la

classe ouvrière, des couches populaires exploitées et opprimées, de la jeunesse des universités, des lycées et des quartiers.

En agissant concrètement pour renforcer ces luttes, en appuyant les revendications et les formes de lutte les plus justes, ils se distingueront des réformistes et des capitulards, et ils gagneront la confiance des travailleurs et de la jeunesse populaire. Sur la base des situations concrètes, ils saisiront alors toutes les possibilités de diffuser les idées de la révolution et pourront ainsi rallier à l'organisation communiste les éléments combattifs et éclairés engagés dans ces luttes.

**EN AVANT AVEC LE ROCML
CONSTRUISONS LE PARTI
COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE
DE FRANCE !**

OU EN EST LE PROCESSUS D'UNIFICATION

COMPTE RENDU DE LA REUNION CNU du 10 OCTOBRE 2009

Après une brève introduction du coordinateur rappelant l'histoire du CNU et ses objectifs et proposant d'examiner les freins au processus d'unification, le débat s'est engagé autour de la question du type d'unification à atteindre et, liée à cela, des modalités du processus pour y parvenir.

Deux positions se sont opposées.

Celle de l'URCF qu'on peut résumer ainsi : pas de fusion des organisations dans une nouvelle organisation à l'issue du processus d'unification.

Nécessité statutaire que 75% des adhérents de l'URCF ratifient l'acte d'unification.

E.K. a opposé les concepts de fusion (utilisé par le ROCML) à celui d'unification, en en faisant une question de principe.

JLS a mis en avant les divergences tactiques actuelles comme un danger de scission future pour l'organisation unifiée ; des contradictions non antagoniques pouvant devenir antagoniques. D'où la nécessité de résoudre ces contradictions non antagoniques avant de s'unifier.

Celle du ROCML : Fusion des organisations dans un congrès d'unification sur la base de l'égalité politique des organisations et sur la base commune du programme maximum de la révolution.

Traitement des éventuelles divergences tactiques dans le cadre de l'organisation unifiée et selon les principes du centralisme démocratique.

Préservation du cadre organisationnel de l'URCF comme colonne vertébrale de l'organisation unifiée.

En dépit de l'opposition entre ces deux conceptions, il a été affirmé que le CNU demeurerait comme cadre d'actions communes et de débat sur les points d'accord et de désaccord à lister à partir du programme de l'URCF.

L'UNIFICATION DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES ET LA QUESTION DE L'UNITE IDEOLOGIQUE.

L'une des causes de la division des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme est la question de l'unité idéologique.

Des organisations pensent que cette unité n'est pas complètement établie, que des divergences existent, que même si ces divergences sont secondaires, elles peuvent devenir principales, antagoniques et qu'elles peuvent conduire à des scissions si elles ne sont pas résolues avant l'unification dans une seule organisation. En conséquence de quoi, l'unification n'est pas possible tant qu'elles n'ont pas été résolues. C'est la position qui a été développée par les représentants de l'URCF lors de la réunion plénière du CNU du 11 octobre 2009.

Le ROCML ne partage pas cette position et juge utile de republier un large extrait d'une intervention autour de cette question, adressée aux organisations du CNU le 20 mai 2008 par le Collectif Militant Communiste, organisation cofondatrice du CNU et du ROCML.

Le titre de cette intervention est : FAISONS AVANCER LE PROCESSUS D'UNIFICATION DU CNU DANS UNE SEULE ORGANISATION COMMUNISTE.

Extrait : La question de l'unité idéologique comme condition de l'unité organisationnelle.

(...)

Pour le Collectif Militant Communiste, l'unité idéologique c'est la reconnaissance et l'application du marxisme-léninisme comme théorie de la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et de la dictature du prolétariat, enrichie par les expériences de la construction du socialisme et des luttes de libération nationale après Marx Engels et Lénine, systématisées par Staline et développées par d'autres dirigeants communistes marxistes-léninistes au cours du XX ème siècle. Notre idéologie, c'est le marxisme-léninisme. Nos références sont Marx, Engels, Lénine et Staline.

Le CMC considère que le marxisme-léninisme constitue la base nécessaire ET SUFFISANTE pour que les communistes et les organisations qui s'en réclament soient dans une seule et unique organisation.

Pour d'autres organisations du CNU (et en dehors du CNU à plus forte raison), la reconnaissance du marxisme-léninisme est nécessaire MAIS NON SUFFISANTE. Pour elles, l'unité idéologique doit se vérifier aussi (et d'abord !) sur tous les positionnements et pratiques politiques des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme.

Pour le CMC, cette dernière conception de l'unité idéologique est erronée, idéaliste, et rend en fait l'unité idéologique impossible, car nous le savons tous, les organisations qui se réclament du marxisme-léninisme (celles du CNU et celles qui sont en dehors) ont des divergences sur de nombreuses questions.

Alors, il faut poser la question : faut-il attendre que ces divergences soient résolues pour s'unir dans une seule organisation ?

Ou faut-il s'unir dans une seule organisation pour résoudre ces divergences ?

Le Collectif Militant Communiste a toujours pensé que la deuxième solution est la plus juste C'est pour y parvenir qu'il s'est constitué comme un collectif refusant de devenir une énième organisation, qu'il a participé dès l'origine à la création du CNU et qu'il y consacre depuis ses modestes forces : pour que les organisations communistes distinctes fusionnent dans une seule.

Pourquoi pensons nous que c'est la solution juste ? Parce que nous sommes convaincus que la division organisationnelle nourrit et accentue les divergences au lieu de construire des positionnements justes et uniques. (Et si elles ne sont pas justes, la critique et l'autocritique sont là pour les corriger !).

Nos passés militants amènent en effet nos organisations à analyser les événements et à se positionner par rapport à eux et par rapport à nos objectifs révolutionnaires de manière unilatérale, partielle, voire partielle.

En fonctionnant essentiellement « en interne », nos organisations construisent pour cette raison des positionnements différents, contradictoires, voire hostiles.

Le CMC a constaté ces faits ; il les a considérés avec pondération, patience, les estimant être le résultat de mécanismes liés au passé, et confiant que la mise en place d'autres mécanismes permettra de les dépasser

Le CMC est persuadé que dans une seule organisation chaque question serait examinée de manière plus complète, donc plus scientifique, et que l'application du centralisme démocratique aboutirait à des positionnements uniques, plus proche de la vérité, et débouchant sur des actions et des campagnes communistes uniques, fortes et viables (...)

CONTRADICTION DU MOUVEMENT SYNDICAL ET TRAVAIL POLITIQUE DES COMMUNISTES

Avant l'ouverture du 49^{ème} congrès de la CGT, l'opposition interne à la direction confédérale personnalisée par Bernard Thibaut, les défenseurs du « syndicat de classe et de masse », se sont mobilisés pour dénoncer le passage du syndicat sur une ligne de collaboration des classes et la trahison, par ses chefs, de la CGT historique. Et il est vrai que les actes de ces derniers (ou leur inaction !), leurs déclarations dans la période récente donnent du grain à moudre aux militants combatifs pour affronter la direction confédérale.

Les militants de base, dans l'expérience de leurs luttes, découvrent en effet l'absence totale de soutien, voire le travail de sape des structures de leur syndicat, et ils se rendent à l'évidence : « On n'est pas soutenu par les structures, les dirigeants préfèrent parler dans les salons du pouvoir et du patronat que d'être avec nous sur le terrain pour renforcer nos luttes ».

Cette prise de conscience ne manquera pas de s'élargir et les communistes du ROCML s'y emploient.

Des initiatives pour coordonner les courants opposés à Bernard Thibaut ont lieu.

Du jamais vu dans l'histoire de la CGT, un militant des métallos du nord, Jean Pierre Delannoy oppose sa candidature à celle de Bernard Thibaut.

Ces faits indiquent que la direction confédérale de collaboration des classes est de plus en plus contestée et que ses opposants peuvent s'appuyer sur son rejet grandissant par les ouvriers. Cette situation est positive. En même temps, certains aspects de cette contestation qui cherche à s'organiser nous interrogent.

Que signifie par exemple la référence au syndicalisme « de classe et de masse » ?

A quel moment, suite à quel tournant, la direction confédérale l'aurait-elle abandonnée, dans les textes bien sûr, mais aussi dans les faits ?

Ce tournant est-il récent ? Comment a-t-il pu s'imposer ? Quel rôle le PCF y a-t-il tenu ?

La reconquête de la direction de la centrale syndicale par les syndicalistes de lutte de classes est-elle possible ? Quelles en sont les conditions ?

La division des organisations communistes marxistes-léninistes, l'absence d'un parti communiste révolutionnaire unique ne rend elle pas cette perspective inaccessible ?

Quels sont la ligne et le rôle des communistes aujourd'hui, dans cette situation ?

Autant de questions qui ne peuvent rester sans réponses si l'on ne veut pas rester dans la velléité et créer des illusions et des déceptions.

En ce qui concerne le ROCML, nous pensons que les communistes doivent dire la vérité. Entre eux, et au prolétariat et aux masses exploitées.

Cette vérité est selon nous la suivante :

1) La CGT est devenue un syndicat intégré aux rouages du système capitaliste. Ses structures sont dans l'ensemble dominées par l'idéologie et la pratique de la collaboration avec le patronat et le pouvoir politique bourgeois.

2) l'indépendance du syndicat à l'égard des partis politiques est une fable destinée à dédouaner le rôle du PCF dans sa dégénérescence. La ligne et l'action du syndicat sont le produit de l'action des militants politiques ou influencés dans l'organisation syndicale. C'est le PCF, allié à d'anciens courants réformistes, qui a impulsé la ligne

actuelle de la CGT. Ceux qui se cachent derrière l'apolitisme syndical sont des menteurs ! Ceux qui les écoutent doivent ouvrir les yeux.

3) Tant qu'une organisation communiste révolutionnaire unique n'existera pas, toutes les tentatives de contestation à l'intérieur du syndicat, visant à en reprendre la direction seront vaines, marquées par les calculs et les divisions sectaires, et perméables aux différents courants réformistes même d'apparence radicale. L'existence de cette organisation communiste unique, le Parti, est la tâche centrale actuelle des communistes.

4) Les communistes militent dans les syndicats pour défendre activement les intérêts des travailleurs. Ils participent aux luttes pour les faire gagner, pour expliquer la nature et les causes des trahisons des directions des syndicats réformistes, pour faire progresser la perspective de la révolution, pour rallier à l'organisation d'avant-garde les éléments avancés du mouvement ouvrier afin que l'organisation communiste actuellement encore coupée des masses devienne le parti de la classe toute entière.

ROCML

méthodes « plus civilisées » ne font que désarmer la classe ouvrière devant son ennemi, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents.

Les ouvriers en grève ne peuvent renoncer à la violence collective sans se condamner eux-mêmes à l'impuissance et à la défaite. La grève « des bras croisés » est une bêtise et une faute. Les grévistes, lorsqu'ils regroupent la majorité du personnel, ont raison d'assurer au besoin par la violence, l'arrêt total de l'entreprise et ne doivent pas permettre à une équipe de jaunes racolés tant bien que mal de briser le mouvement.

Cette violence organisée et collective du prolétariat en lutte ne peut s'arrêter devant le fétiche du légalisme. La loi est l'expression de la domination capitaliste et le prolétariat est en rébellion légitime et permanente contre le capitalisme et ses lois. Au contraire, les grévistes parviennent plus facilement et plus rapidement à leurs fins lorsqu'ils usent de tous les moyens en leur pouvoir, sans s'arrêter aux dommages qui peuvent en résulter pour l'entreprise.

(...) La grève élève les prolétaires à la conscience de classe plus que ne saurait le faire la simple propagande.

Victorieux ou défaits, les ouvriers se rendent compte que le but, le terme de leur lutte ne peut être que la disparition totale du régime d'exploitation capitaliste. »

Maurice Thorez- Les Cahiers du Bolchévisme n° 1 janvier 1930, publié dans Maurice Thorez - Œuvres, livre deuxième- tome 1- 1930-juin 1931 – Editions Sociales 1950.

QUELQUES NOTES DE LECTURE POUR ILLUSTRER LA DIFFERENCE ENTRE UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE DIRIGE PAR LE PARTI COMMUNISTE ET LE SYNDICALISME REFORMISTE

« Parfois les ouvriers sont victorieux mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de la lutte, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des ouvriers »

Karl Marx- le Manifeste du parti communiste.

« La grève a toujours été l'arme principale du prolétaire. La grève est la manifestation la plus consciente de la lutte de classe.

(...) L'efficacité de la grève est toujours conditionnée par la combativité des grévistes. De ce point de vue la grève est une incomparable école de la lutte des classes et elle forme les meilleurs combattants du prolétariat.

(...) La violence, c'est le fait social qui résulte de la division en classes et qui ne disparaîtra qu'avec l'extinction des classes. Dès lors, tous les appels hypocrites à des

« Le respect de la « liberté du travail » pouvait avoir un certain sens à l'époque de l'anarcho-syndicalisme qui, par la technique des minorités agissantes forçait parfois la volonté des travailleurs. Mais il y a bien longtemps que la pratique de la consultation, préalable au déclenchement d'une grève a rendu cette cause sans objet.

(...) Il serait plutôt de l'intérêt de tous que prévale l'esprit de négociation. Personne ne se déclare partisan d'un climat chargé d'orages. La réussite d'une grève ne se mesure pas au pourcentage de grévistes qui y ont participé, mais à ses résultats revendicatifs.

Mieux vaut une négociation couronnée de succès par la signature d'un accord positif que l'échec d'une grève largement majoritaire, du moins à ses débuts.

(...) En Mai 68, de la même façon qu'en 1936, il ne vint à l'esprit de personne de sévir contre les initiatives d'occupation des entreprises en grève. Ni le patronat, ni le gouvernement ne songèrent à poursuivre les syndicats des secteurs privés, publics ou nationalisés, qui prirent la responsabilité d'organiser méthodiquement l'occupation. Il est vrai que nul ne peut arguer de la moindre déprédation, de la plus minime négligence d'entretien, de la plus insignifiante manifestation de « chienlit » dans les entreprises occupées.

Georges Séguy- La Grève, 1993- Ed. L'Archipel.

Entre la stratégie révolutionnaire qui fut celle du PCF agissant sous les directives de la III^{ème} internationale et celle de la CGT de Séguy, un des dirigeants du P « C » F révisionniste, il y a un abîme qui se passe de tout commentaire.

Une question est toutefois posée aux syndicalistes qui s'opposent aujourd'hui à la direction actuelle de la CGT : Quelle ligne faut-il réintroduire dans les luttes ouvrières et dans le syndicat ? Celle impulsée par le Parti Communiste dans la CGTU ? Ou celle imposée dans la CGT par des dirigeants du P « C » F révisionniste comme Séguy ?

Le virage réformiste de la CGT ne date pas d'hier, camarades !!

LE NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIE UN PROJET ILLUSOIRE DE CAPITALISME A VISAGE HUMAIN

Mis en chantier en 1997, présenté au 47^{ème} Congrès en 2003, adopté par le 48^{ème} Congrès en 2006, le NSTS est devenu la revendication phare de la direction actuelle de la CGT, le centre de sa doctrine sociale.

Qu'est-ce que le NSTS ?

Maryse Dumas, l'une des porteuses de cette orientation expose comme suit ses principaux objectifs :

« Alors que la plupart des projets portent sur le moment de la rupture (du contrat de travail nldr), l'ambition de la CGT est de construire de la continuité, de la progressivité. C'est pourquoi notre ambition première est de conquérir un ensemble de droits qui reconnaissent la place centrale du travail humain, **son caractère non marchand** (les passages en « gras » sont soulignés par nous), **qui permettent à chacune et à chacun de trouver sa place dans une société solidaire**, d'y construire un projet de vie. Cela ne diminue en rien notre volonté d'intervenir sur les questions économiques et de gestion visant au co-développement. Mais nous voulons compléter cette intervention économique par des conquêtes sociales pour les salariés leur permettant de faire reculer l'exploitation, l'aliénation. **Il s'agit d'une vision aussi importante que celle qui a conduit aux conventions collectives ou de la sécurité sociale. (...)**

Pourquoi cette nouvelle « ambition » ? Maryse Dumas l'explique ensuite :

Les conventions collectives (...) ne permettent plus aujourd'hui de protéger véritablement

les salariés des risques que les politiques managériales visent à transférer du capital sur le travail. Elles peinent à assurer une progression de carrière, de salaires, de protection sociale et de prévoyance à tous les salariés et en particulier aux plus fragiles et aux plus mobiles. De plus, dans le droit social actuel, c'est la nature de l'employeur qui détermine le volume des droits des salariés. La politique des groupes visant à externaliser, filialiser, sous-traiter leurs activités conduit à ce que la majorité des salariés travaillent aujourd'hui dans des entreprises de moins de 50 salariés avec des droits très inférieurs à ceux des grandes entreprises. Les inégalités se creusent, les mises en concurrence s'exacerbent. La proposition de la CGT vise à construire de la solidarité à la place de la mise en concurrence, à fédérer des attentes revendicatives alors que tout pousse à l'éclatement, à l'atomisation. C'est pourquoi notre proposition ne se limite pas à créer un statut pour les sans statuts. Nous voulons faire reconnaître la place spécifique du travail pour tous les salariés et garantir à chacune et à chacun des droits progressifs, cumulables et transférables et à mesure des mobilités, des évolutions de carrière et de salaires, **tout au long de la vie professionnelle. (...)**

Maryse Dumas précise ensuite ces droits :
Quels sont ces droits ? : Le droit à l'emploi, le contrat à temps plein à durée indéterminée ou l'emploi statutaire doit être la règle d'embauche. Le droit à une carrière : Tout salarié devrait au moins avoir doublé, à l'âge de la retraite, son salaire d'entrée dans la vie professionnelle. Il devrait être assuré de la progression d'au moins un niveau de qualification en faisant jouer soit la formation continue soit la VAE. Le droit à la formation continue : au moins 10% du temps (160 heures par an ou 4 ans sur une carrière) pour une formation au choix du salarié rémunérée et considérée comme du temps de travail. Elle sera d'autant plus efficace qu'elle sera mise en œuvre tout au long de la vie et pas seulement au moment de la rupture qui provoque une fragilisation psychologique des salariés. Le droit à une sécurité sociale professionnelle : prolonga-

tion du contrat de travail même en cas de fermeture d'entreprise ou de suppression d'emploi. Le droit à la vie privée : maîtrise de leurs horaires de travail par les salariés. Le droit à la santé, à la retraite, à la démocratie sociale. Le but de cette proposition est de permettre la construction de droits sociaux et salariaux qui ne soient plus conditionnés à l'entreprise ou à la branche professionnelle. Elle implique donc une évolution du lien de subordination. Elle offre un cadre pour une mobilité choisie, à l'avantage du salarié, de sa progression professionnelle, de sa liberté d'action.

Bernard Friot, un sociologue de l'IES adjoint du NSTS, complète la perspective : Les droits à détacher de l'emploi tenu pour en faire des droits attachés à la personne sont donc considérables (...) **Tout se passe comme si chacun était titulaire d'un contrat de travail général qu'il conservera jusqu'à sa mort.** Ce contrat de travail général sera la matrice de ses emplois successifs et des périodes d'études avant le premier emploi, de retraite après le dernier emploi, de formation entre les emplois. La qualification évoluera selon les épreuves passées par le salarié, avec un effet de cliquet : attaché à la personne, le niveau de qualification acquis ne peut pas être réduit par la suite, ni le salaire qui lui est lié. **Avec le salaire lié à la qualification à vie, c'est bien le « caractère non marchand » du travail, et donc l'existence d'un « marché du travail » et d'une marchandise « force de travail » qui sont en jeu.**

A n'en pas douter, le NSTS constitue un produit miracle présenté aux travailleurs comme la solution à toutes leurs difficultés. On croit rêver ! Plus de chômage, une qualification et un salaire lié à cette qualification assurés et en progression durant toute la vie...disparition des rapports capital/travail liés à la nature même du capitalisme...

Ainsi, sans le dire, l'application du NSTS ferait disparaître les fléaux sociaux du capitalisme, ce système se trouvant lui-même métamorphosé voire dépassé sans rupture.

Le NSTS n'est en fait qu'une reprise actualisée de l'utopie ou du mensonge réformiste qui ne résiste pas à l'analyse concrète.

Prenons par exemple l'objectif d'un salariat assuré sur toute la vie de l'individu (1):

Le NSTS est une revendication dans le cadre du maintien du mode production capitaliste (nulle part il n'est dit qu'il fallait en sortir). Or, dans ce système, le capital se valorise par la plus-value qui représente la différence entre la valeur des marchandises produites par l'ouvrier et le salaire qui lui est versé comme prix de sa force de travail. Jamais un capitaliste ne paiera en continu une force de travail (même baptisée « qualification ») si celle-ci ne se matérialise pas dans la production de marchandises dont la vente réalisera la plus-value !

Quel capitaliste acceptera d'intégrer dans son personnel un jeune sorti de l'école avec une qualification et de lui verser un salaire correspondant à cette qualification, s'il n'a pas de poste de travail à lui donner ? A moins que ce salaire improductif ne soit fourni par les travailleurs productifs (sur leurs salaires et l'intensification du travail) ?!

On objectera que l'Etat a les moyens de collecter sous forme d'impôts sur les profits des entreprises les fonds nécessaires pour les redistribuer à chaque « qualifié » sans emploi, en formation ou en attente d'une embauche.

Il faut être sérieux et répondre à la question : Comment la CGT compte-t-elle contraindre les capitalistes et l'Etat bourgeois à accepter cela alors qu'elle a échoué sur tous les plans dans les luttes contre les licenciements, les fermetures d'entreprise, les délocalisations et pour les droits des chômeurs ?

(1) Nous examinerons dans un prochain article de La Voix Des Communistes d'autres aspects du NSTS comme la notion des droits attachés à la personne et non plus à l'emploi tenu, la relégation des conventions collectives et leurs liens avec la disparition des concepts de classe et de lutte de classes.

Mais peut-être y a-t-il des points du NSTS négociables entre la Confédération et le MEDEF ?

La formation, par exemple. Le patronat en effet a besoin de flexibilité et de qualifications prêtes à l'emploi. Thibaut et son équipe auraient grand besoin d'une « victoire » à faire valoir à ses adhérents. Bien que la CGT n'ait pas signé l'accord de janvier 2008 sur la « modernisation du marché du travail », et quoi qu'en pense Bernard Friot, il n'y a pas de fossé infranchissable entre la sécurisation des parcours professionnels, la flexicurité à la française, et la sécurité sociale professionnelle prônée par la CGT. Il est toujours possible de relancer des négociations et de trouver un compromis présenté comme un pas en avant sans que rien ni personne n'empêchera de toute façon les patrons d'utiliser la formation réclamée par la CGT pour dynamiser le marché du travail et satisfaire ses besoins.

Devant son bilan calamiteux, la direction confédérale n'a maintenant plus d'autre recours que de vendre du rêve et des « victoires » en trompe-l'œil à ses adhérents.

La réalité des rapports sociaux capitalistes continuera, elle, à s'appliquer dans la réalité : la force de travail sera toujours une marchandise, quelle que soit la nature de l'entreprise, et même si les salariés des entreprises et des services publics ont (jusque quand encore ?) des statuts protecteurs que n'ont pas ceux du privé. Le salaire restera le prix de la force de travail, le marché du travail et la concurrence sur ce marché demeureront dans les faits.

Si bien que l'orientation du NSTS devient proprement une utopie : elle suppose la fin du capitalisme sans en exiger l'abolition. Elle suppose que sans changer le rapport capital/travail on puisse extraire comme par enchantement le travailleur de sa situation de soumission au capital. Elle entretient donc une grave confusion entre ce qu'il est possible d'arracher au sein même du système et ce qu'il est souhaitable d'obtenir en brisant le système sans d'ailleurs jamais exiger qu'il soit brisé.

C'est pourquoi elle aboutit au mieux à être complètement extérieure aux luttes et aux revendications, et au pire à accompagner les politiques publiques visant à fluidifier le marché du travail, marché qui est bel et bien là, et qui sera toujours là tant qu'existera le capital.

Citons Marx, tout de même ! : « Cette transaction qui se situe dans la sphère de la circulation –la vente et l'achat de la force de travail- n'inaugure pas seulement le procès de production, mais en détermine implicitement le caractère. » Le Capital, livre deuxième, troisième section, les conditions réelles du processus de circulation et de reproduction.

LA GREVE DES SANS PAPIERS

TOUS LES GREVISTES DOIVENT ETRE REGULARISES !

Depuis plus de deux mois, des milliers de travailleurs et travailleuses sans papiers sont en grève à Paris et en banlieue. Au nombre de 1200 le 12 octobre, ils sont maintenant 6000. Ce qu'ils exigent : obtenir les papiers pour être régularisés. Ce mouvement a le soutien total du ROCML. Notre but est de faire gagner les grévistes, c'est-à-dire que tous soient régularisés. Pour cela, il faut écarter les divisions sectaires, élargir les soutiens et étendre la grève ailleurs en France. En même temps, comme il l'a fait dans un premier tract diffusé dans le mouvement, le ROCML intervient pour établir le lien entre la situation des sans papiers, leur grève, et la lutte politique de classe contre l'Etat bourgeois et pour une autre société dirigée par les travailleurs. Les sans papiers sont partie intégrante du prolétariat de France. Tous doivent être régularisés et avoir les mêmes droits que les autres travailleurs. La régularisation de TOUS les sans papiers grévistes ouvre la voie à la régularisation de tous les sans-papiers de France. Tel est l'enjeu du mouvement. Chaque organisation, chaque militant, doit se positionner par rapport à cet enjeu.

Nous publions ci-dessous l'analyse d'un militant communiste du ROML actif dans le mouvement.

Celui qui n'a pas de but précis, n'a pas d'énergie

Les 6000 sans papiers en grève sont l'expression d'une force sociale bien supérieure en nombre. Depuis le 12 octobre, ce mouvement a acquis un poids considérable.

Le mouvement des sans papiers est partie intégrante du mouvement ouvrier. Au moment où la bourgeoisie veut faire oublier le mot de grève.

Sous prétexte de service minimum, les travailleurs sans papiers répondent par un acte précis. Dans le même temps, ils interpellent une conscience chauvine et réactionnaire. Le mouvement des sans papiers n'est pas simplement une question de Droits de l'Homme, mais fondamentalement, une question de lutte de classes.

En effet, le droit au séjour en tant que droit naturel et humain, ne s'oppose qu'au travailleur immigré. Le patron d'Arcelor Mittal, « patron immigré », qui a licencié des milliers de salariés, peut séjourner en France sans problème.



Pour la bourgeoisie, le droit au séjour est un moyen de contrôler et de diviser. Le mouvement de grève a obligé toutes les forces politiques à prendre position sur la question, des présidents et secrétaires de syndicats patronaux et ouvriers jusqu'au Président de la République. Il a déjà obligé le gouvernement à édicter une circulaire, circulaire très insuffisante, qui a été rejetée par les grévistes et les syndicats et associations qui les soutiennent.

Raisons pour lesquelles le mouvement de solidarité ne s'est pas développé sur l'ensemble du territoire national

Malgré la difficulté de l'exercice, nous allons essayer de dégager quelques pistes de réflexion :

- Première raison : les lois sécuritaires qui se sont succédées pendant des années, ont créé un tel climat de terreur chez les sans papiers qu'il a empêché leur organisation au niveau national.
- Deuxième raison : la division de la classe ouvrière facilite la tâche de la bourgeoisie quand elle fabrique une figure de « l'immigré responsable de la crise ».

Pourquoi faut-il privilégier la grève comme mode d'action ?

C'est la forme de lutte qui montre le mieux la perspective anticapitaliste : la lutte pour le droit au séjour au travers des grèves, montre la continuité de la lutte au sein de l'entreprise pour l'égalité des droits, en oubliant toute origine ethnique.

Pourquoi ces derniers mois, la question des sans papiers a-t-elle fait la une de l'actualité, à l'exception notable de tout ce qui concerne la grève des sans papiers ?

1. La bourgeoisie a besoin de main d'œuvre bon marché.
2. Elle a besoin pour diviser la classe ouvrière de fabriquer des critères de non homogénéité (la classe ouvrière française n'est pas homogène). Dans des conditions de division, bien évidemment, la classe ouvrière n'a plus de poids face à la bourgeoisie.

Quelle que soit l'appréciation qu'on a du mouvement, il faut développer la solidarité financière et matérielle pour gagner. Sans papiers, immigrés en situation régulière ou français, nous aurons une responsabilité lourde si la grève n'aboutit pas. D'autant plus dans la phase

de crise actuelle, dont la bourgeoisie profite pour amplifier l'exploitation de la classe ouvrière.

Chaque prise de position syndicale ou politique sur le mouvement de grève des sans papiers est une position de classe.

Comment le mouvement des sans papiers va-t-il gagner ?

Pour gagner, comment unir nos forces ?

Si la grève doit rester le principal moyen d'action, il faut proposer des formes d'action alternatives aux travailleurs sans papiers qui n'ont pas les moyens de se mettre en grève, par exemple cotiser aux caisses de grève.

Malgré ses défauts, la grève des sans papiers dirigée par les syndicats et les associations est le meilleur moyen de créer l'unité. On ne peut pas gagner en se positionnant, comme le fait la CSP 75, comme l'ennemi primitif du syndicalisme. Malgré le discours affiché, on est au cœur de la stratégie de division de la bourgeoisie pour casser les syndicats.

En conclusion, il faut déclencher une dynamique sur l'ensemble du territoire national.

Les onze organisations engagées dans la lutte doivent formuler clairement l'objectif commun :

la régularisation de tous les travailleurs et travailleuses sans papiers, le refus de la circulaire du 24 novembre.

Les moyens de résistance sont encore sous-utilisés. Les syndicats doivent mobiliser leurs forces sur l'ensemble du territoire national pour développer le mouvement.

Parce qu'un succès appelle un autre succès, nous appelons tous les sans papiers, les collectifs, les militants syndicaux et associatifs à mettre toutes leurs forces dans la bagarre pour gagner.

Exprimez votre solidarité aux grévistes

Envoyez messages et dons

Soit directement aux piquets de grève, soit par chèque (ordre: « solidarité sans papiers ») à l'adresse suivante : CGT service comptabilité – 263 rue de Paris – 93100 Montreuil. Ne pas oublier de nous faire connaître vos initiatives.

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI ET L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS INDEPENDANTISTES BASQUES DENONCONS LA REPRESSION DES ETATS ESPAGNOLS ET FRANÇAIS

Après l'enlèvement en France le 18 avril 2009, dans le train Bayonne-Toulouse, par la police espagnole du militant indépendantiste basque Jon ANZA, son assassinat et la disparition de son corps ; après l'arrestation de deux jeunes indépendantistes français près de Bayonne, le 11 novembre, pour « vol de drapeaux français » ; après quatre vingt douze perquisitions opérées par la police espagnole et l'arrestation fin novembre de trente quatre jeunes (31 restant emprisonnés) de l'organisation de jeunesse indépendantiste basque SEGI (interdite en Espagne, légale –jusque quand ?- en France) , il est clair que les Etats espagnols et français ont lancé une nouvelle offensive contre le mouvement indépendantiste basque.

Le 28 novembre, en manifestant à plus de 20.000, à Bilbao, contre ces arrestations et emprisonnements, le peuple du Pays Basque a fait une nouvelle fois la démonstration de son soutien aux militants de la cause nationale basque.



En application des principes marxistes léninistes sur le droit des nations opprimées à l'autodétermination et à la séparation d'avec l'Etat oppresseur, le ROCML exprime sa solidarité avec les militants qui luttent pour que ce droit politique soit reconnu et appliqué au sud comme au nord des Pyrénées.

Communiqué de Batasuna diffusé à Bayonne : « *Nous sommes face à une rafle qui a pour but de criminaliser la jeunesse basque et de paralyser la dynamique du mouvement indépendantiste. L'Etat fasciste espagnol se trompe s'il prétend rompre cette dynamique par la répression. Au contraire, cela ne fait que renforcer la société basque de vouloir accéder au droit de décision.* »

Communiqué de la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de Pau après l'arrestation de deux militants de SEGI le 11 novembre : *Mercredi 11 novembre 2009, lors des cérémonies commémorant l'armistice de la première guerre mondiale impérialiste, deux jeunes militants basques de la gauche abertzale (dont un militant à la Fédération Syndicale Etu-*

diante) ont été victimes de la répression qui s'abat sur le milieu indépendantiste basque et contestataire en général. En effet ces deux jeunes ont été accusés d'avoir volé des drapeaux français. Ils ont été interpellés, mis en garde à vue avec tout le lot d'humiliations que cela comporte.

La Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de Pau condamne fermement les arrestations des deux camarades de SEGI et exprime toute sa solidarité avec ceux qui luttent contre le capital et en subissent la répression.

SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS BASQUES INTERPELLES !

LIBERTE POUR LES ORGANISATIONS INDEPENDANTISTES BASQUES !

Les jeunes communistes marxistes-léninistes de Pau se mobilisent pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah



Il n'est pas étonnant de trouver sous le régime capitaliste des prisonniers politiques. C'est d'ailleurs en ces termes que le militant palestinien du Front Populaire de Libération de la Palestine Georges Ibrahim Abdallah entama sa défense lors de son procès en 1987. Oui, il reconnaissait être « coupable » d'être un militant révolutionnaire. Mais, non, il ne pouvait reconnaître que les Etats-Unis soient sur le banc des victimes. Pourquoi Georges est-il en prison? Parce qu'il est révolutionnaire et que sa cause est connue sur toute la Terre. Il n'a jamais reculé ni devant l'armée sioniste, ni devant les impérialismes occidentaux. Mais pour quel « crime » Georges a-t-il été condamné, jeté et maintenu en prison ? On ne met pas et on ne garde pas en prison des gens pour "rien", en France?

Hé bien si ! Car notre camarade s'est « acquitté » de sa peine injuste depuis 1999, il est donc libérable depuis 10 ans !

D'ailleurs quand il passa au tribunal de Pau en 2003, la justice l'a déclaré libre sous condition de quitter le territoire. Mais c'était sans compter un coup de fil de Washington pour faire pression sur l'ancien ministre de la justice, Mr Perben, pour qu'il continue à croupir en prison envers et contre les lois de leur république.

Alors il faut bien se rendre à l'évidence qu'au cœur même de notre belle France démocratique il existe des injustices, des prisonniers politiques, parce que la France est capitaliste et contribue donc à créer sans cesse des contradictions au sein même de sa société qui exclut et exploite des millions de prolétaires, parce que la France participe au pillage de pays coloniaux, qu'ils soient arabes, africains, d'Amérique du sud ou d'Asie.

Cela fait naître des contestations contre le capitalisme et contre son impérialisme de la part des exploités, d'où naissent des leaders. Le capitalisme pour sa survie va continuellement se battre pour attraper et

mettre hors d'état d'agir ces dirigeants révolutionnaires et lorsque cela ne suffit pas elle s'attaque aux vies de tous ceux qui manifestent... Les exemples sont par milliers dans l'histoire du capitalisme, voire des millions.

De même que nous n'oublions pas nos 800 camarades et voisins basques qui, enfermés entre 4 murs, continuent à mener le combat pour l'indépendance et le socialisme, de même nous n'oublierons pas notre camarade Georges qui malgré toutes ces années n'a rien perdu de sa ténacité et de sa rigueur dans sa lutte contre nos bourreaux, les impérialistes et ses laquais. De grèves de la faim en communiqués, de déclarations en manifestations solidaires, Georges continue le combat dans son enfer quotidien. Ses tortionnaires le savent et ne l'acceptent pas, comme le reconnaît une circulaire de la DST qui reconnaît que Georges a gardé ses idéaux révolutionnaires après toutes ses années et estime qu'au sortir de la prison il continuera le combat, chose inacceptable pour la bourgeoisie!

Rappelons-nous du cas de Cipriani ré emprisonné pour un seul "faux" pas !

C'est pour cela que le samedi 24 octobre (qui correspond à la date de son arrestation en 1984), à Pau, la JCML a organisé un rassemblement et une manifestation pour protester contre le maintien du militant communiste en prison: Georges Abdallah.

Cette manifestation célébrait le triste anniversaire des 25ans de son arrestation et, à l'appel de la JCML de Pau, une cinquantaine de personnes s'est d'abord réunie devant le tribunal de Pau, lieu symbolique où la justice capitaliste lui avait rendu sa liberté en 2003. Là, les diverses organisations présentes ont pris la parole (notamment l'association France Palestine Solidarité que nous remercions pour son soutien) ainsi que le courrier que Georges nous a fait parvenir pour cette journée. Nous avons ensuite manifesté jusqu'à la préfecture, nous avons chanté des slogans pour la libération de Georges et nous avons diffusé des tracts. La manifestation s'est

bien déroulée sans incidents et bien accueillie par les passants dans la ville.

Rappelons que le collage des affiches pour le rassemblement nous a permis de passer de chaleureux moments de solidarité avec les quartiers populaires de Ousse des Bois, souvent stigmatisé comme un «quartier chaud» de Pau. Nous remercions les jeunes qui nous ont soutenus et aidés dans notre collage. Pour nous, cette manifestation a été une victoire : pour la première fois, la JCML de Pau a organisé un rassemblement et ce fut une réussite. Nous avons discuté avec beaucoup de monde du cas de notre camarade en prison et cette victoire nous ouvre des perspectives plus larges pour organiser le soutien populaire dont il a besoin pour sa libération.

N'oublions pas notre camarade qui continue à croupir en prison pour ses activités révolutionnaires et qui même au bout de 25ans d'incarcération continue à porter l'étendard du communisme.

«Aujourd'hui, ici comme ailleurs, cet engagement est plus que nécessaire, il est intimement lié à l'accroissement de toutes les inégalités. Jamais l'exploitation à l'échelle globale, les aliénations et les diverses manifestations de la barbarie du capital n'ont été aussi pesantes... En même temps camarade, le dépassement du capitalisme devient la seule alternative crédible à la barbarie du marché...Ensemble, camarades, nous vaincrons!».

Courrier de Georges Abdallah

**Gloire à la lutte révolutionnaire du camarade Georges Abdallah!
Libération immédiate des prisonniers politiques!**

**Pour la JCML de Pau,
Zaïtchik.**

**Site du ROCML
<http://www.ROCML.Org.fr>**

ATTENTION : le 0 DE ORG EST LE NOMBRE 0

CHINE : CONFLIT DANS LA REGION AUTONOME DU XINJANG

Dans son numéro1 LA VOIX DES COMMUNISTES a publié une analyse du camarade Vijay Singh, dirigeant du Parti Communiste de l'Inde Marxiste-Léniniste, intitulé LES JEUX OLYMPIQUES DE PEKIN ET LA QUESTION DU TIBET. Cet article dénonçait les agissements des impérialismes occidentaux visant à faire pression sur leur rival impérialiste chinois. En même temps, il condamnait la politique d'oppression nationale pratiquée par Pékin à l'égard des nationalités en Mongolie, au Tibet et au Sinkiang et dans d'autres régions. Refusant de défendre l'impérialisme chinois sous le mot d'ordre unilatéral de combattre les impérialismes occidentaux, Vijay Sing concluait ainsi : ***Les attaques actuelles de l'impérialisme américain et de ses partisans contre la politique tibétaine de la République Populaire de Chine doivent être combattues tout en défendant le principe démocratique de base de l'autodétermination nationale. La lutte contre l'impérialisme américain ne doit pas être utilisée pour propager des vues étrangères au marxisme sur la question nationale.***

Quelques mois après les événements du Tibet, en juillet 2009, des émeutes sanglantes éclataient à Ouroumchi, capitale du Sinkiang, opposant Ouïghours turkophones autochtones aux Hans soutenus par l'Etat chinois. Ces tragiques événements, de nature comparable à ceux du Tibet, donnèrent lieu aux mêmes interventions de l'impérialisme occidental (relayé cette fois-ci par le régime fasciste de Turquie intéressé dans cette affaire) et aux mêmes positionnements erronés dans le camp anti-impérialiste, consistant à soutenir sans condition la répression de l'Etat chinois contre les Ouïghours accusés d'agir sous la direction des impérialistes occidentaux.

Nous publions ci-dessous un article tiré du Bulletin International du MLKP (Parti Communiste Marxiste léniniste de Turquie/ Kurdistan du Nord) qui exprime la position des communistes marxistes léninistes sur ces événements.

ARTICLE PARU DANS LE BULLETIN INTERNATIONAL DU MLKP AOUT 2009

Le conflit qui a éclaté entre les turcs ouïghours de la région autonome ouïghoure de Chine et l'Etat chinois est devenu le principal sujet de l'actualité politique en Turquie-Kurdistan du nord ce dernier mois. L'éclatement a commencé le 26 juin par un conflit opposant des ouvriers chinois hans et des ouvriers ouïghours turcs dans une usine située dans la province de Guandong. Le conflit a commencé avec des protestations contre l'attitude discriminatoire des hans chinois et s'est transformé en affrontements les jours suivants.

Il est remarquable que le conflit dans la région autonome ouïghoure a coïncidé avec l'annonce de la signature d'un accord sur le gaz naturel le 24 juin entre le Turkménistan et la Chine, tandis que la compétition et les jeux diplomatiques entre les USA

et la Russie sur le gaz naturel du Turkménistan continuent.

Une dimension encore plus conflictuelle est que, selon l'accord, les pipelines qui transporteront le gaz naturel vers la Chine passeront dans la région autonome ouïghour, près de la capitale Ouroumchi. Connue pour ses relations avec les USA, Rabia Kadir qui s'est déclarée « leader des Turcs ouïghours » montre que les USA essaient d'utiliser les Ouïghours comme les autres communautés nationales de Chine comme un élément dans la compétition impérialiste avec la Chine.

Le fait que les USA fabriquent des plans sur les Ouïghours ne doit pas conduire à ignorer l'oppression de l'Etat impérialiste chinois sur le peuple ouïghour. La Chine accentue l'oppression sur les communautés nationales du pays depuis longtemps.

En 2007, la langue ouïghoure a été supprimée comme langue officielle de la région autonome ouïghoure et remplacée par le Chinois. Une politique démographique basée sur le transfert de population chinoise dans cette région et le transfert de population ouïghoure dans d'autres régions a été appliquée.

L'un des piliers les plus importants de cette politique fut d'envoyer des Ouïghours comme force de travail bon marché dans des régions où prévalent des conditions difficiles de travail.

L'une des premières mesures que l'impérialisme chinois a entreprises durant les derniers conflits a été de fermer les mosquées pour « la sécurité du peuple ». Il a mis en garnison des milliers de soldats dans la ville (Ouroumchi). Plus de mille personnes furent emprisonnées. Le feu a été ouvert sur les manifestants.

C'est pourquoi la revendication des Ouïghours pour plus d'autonomie et même pour l'indépendance ne peut être considérée comme une totale provocation fabriquée par l'impérialisme US. Il faut savoir que ces revendications et ces luttes ont des causes en arrière-plan.

La lutte contre l'impérialisme n'est pas limitée uniquement à la lutte contre l'impérialisme US. Il est nécessaire en plus

d'y inclure la question de la lutte contre l'impérialisme chinois qui est une puissance impérialiste montante. La Chine est l'un des Etats qui a la chance d'être dans la plus avantageuse position après les changements qui interviendront dans l'équilibre entre les puissances impérialistes provoqués par le prolongement de la crise économique.

Prendre le parti de la Chine dans chaque situation de la compétition impérialiste entre les USA et la Chine n'est pas seulement une position incomplète limitée à l'anti-américanisme, mais signifie soutenir un impérialisme au nom de l'anti-impérialisme.

Un autre aspect de cette position est de mettre sur le dos du socialisme les politiques répressives de l'impérialisme chinois. Ainsi, en diffusant les communiqués de la « Chine communiste », les médias bourgeois turcs tentent d'opposer l'oppression nationale vécue par les Ouïghours turcs à la révolution et au socialisme. Montrer la Chine impérialiste comme la Chine rouge est une contre vérité chauviniste.

En même temps, il est très troublant que les conflits aient éclaté entre des travailleurs chinois et ouïghours. Dans un pays comme la Chine, où l'exploitation du travail atteint des dimensions brutales et destructrices, c'est l'un des plus grands dangers pour les luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes que des ouvriers et des travailleurs s'affrontent les uns contre les autres de cette manière.

La question est aussi depuis longtemps à l'ordre du jour de la bourgeoisie turque. Tandis que la politique de refus et d'anéantissement de la nation kurde et l'attitude envers le génocide de l'Etat turc contre les Arméniens est établie de manière criante, le premier ministre Tayyip Erdogan déclare avec toute son hypocrisie : « Ces événements en Chine sont en fait un génocide ». Le ministre du commerce de Turquie Nihat Ergun a lancé un appel pour boycotter les produits chinois.

Les politiques racistes de l'Etat turc à l'encontre des Azéris, des Ouzbeks, des Ouïghours etc...de nations d'Asie centrale descendantes des turcs d'Asie centrale ne

sont pas nouvelles. L'Etat turc a aussi tenté un coup en Azerbedjan. Les tentatives de provocations qu'il a organisées dans les régions critiques comme Mossoul et Kirkouk dans le Kurdistan du sud continuent encore. Les rêves de « Grand Touran » allant jusqu'à la muraille de Chine sont l'un des principaux arguments idéologiques du régime fasciste turc. Pourtant, il n'y a aucun doute que l'Etat turc qui est une néo-colonie de l'impérialisme n'a pas une seule chance de parvenir avec ces discours politiques jusqu'à la muraille de Chine. L'intérêt caché de l'Etat turc dans le conflit dans la région ouïghoure consiste d'une part à développer la matière chauviniste de ses propres organisations racistes fascistes, officielles et civiles et d'autre part à accroître son droit d'intervenir dans les politiques d'Eurasie.

Cependant, bien sûr, les arguments et les spéculations historiques et idéologiques ne sont pas la seule raison de l'intérêt dissimulé de la Turquie pour les Ouïghours.

La relation de Rabia Kadir (qui a été présenté comme le leader des Ouïghours turcs) avec les USA est évidente. Rabia Kadir n'est pas le leader du peuple ouïghour, mais l'une des personnes les plus en vue de la bourgeoisie chinoise. Il y a quelque temps, elle était l'une des dix personnes les plus riches de Chine.

Conséquence des contradictions internes de l'Etat chinois, elle a été mise emprisonnée et plus tard libérée grâce à une intervention personnelle de Condoleeza Rice. Après avoir été relâchée, elle s'est installée au USA. Le fait que l'Etat turc ait donné un visa à Kadir montre que la principale raison de son attitude envers les Ouïghours est son rôle de collaborateur des USA dans la compétition en Eurasie.

CHINE : LA GRANDE BOURGEOISIE SE PORTE BIEN

30% de milliardaires de plus en un an

Tandis que les vieilles puissances impérialistes s'enfoncent dans les aventures militaires désastreuses en Irak et en Afghanistan pour tenter de maintenir leur domination politique et économique sur le monde, le capital monopoliste chinois étend sa mainmise sur l'Afrique en traitant avec les pouvoirs fascistes en place et la grande bourgeoisie chinoise engrange les profits tirés de l'exploitation des prolétaires de Chine.

Combattons la pieuvre impérialiste et ses tentacules, qu'ils soient yankees, européens (et pour nous, en premier lieu français), russes ou chinois !

Malgré la crise, le nombre de milliardaires en dollars progresse. Ils seraient officiellement 130 contre 101 l'an dernier, selon le classement annuel publié par le magazine *Hurun*, qui, depuis dix ans, répertorie les mille Chinois les plus riches.

La liste comprend 180 nouveaux membres. Sept nouveaux se sont hissés dans les dix premiers, soit le bouleversement le plus important depuis la création de la liste en 1999. Globalement, la fortune des membres de la liste *Hurun* a augmenté de 30%. Soit 130 milliardaires contre 101 l'an dernier !

Dix fois plus en 5 ans au-dessus des 150 millions de dollars. Ce chiffre officiel pourrait être doublé, selon Rupert Hoogewerf, fondateur du magazine et créateur de ce palmarès. « Depuis 2004, le nombre de personnes avec une fortune d'au moins 150 millions de dollars a été multiplié par dix », a relevé M. Hoogewerf, précisant qu'ils étaient passés de cent à mille

LA LIBRAIRIE DU ROCML



- MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
- LE CAPITAL (résumés –extraits) –Edition populaire – J. Brochardt 1919
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
- LA BROCHURE DU ROCML SUR LA CRISE ECONOMIQUE

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS, par COURRIEL

(Roc.ml@laposte.net)

ou à l'adresse postale « Les Amis de Karl Marx »

BP 59 64340 BOUCAU

**MESSAGE DE FELICITATION
DU RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES
MARXISTES-LENINISTES (FRANCE)
AU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE
DE TURQUIE / KURDISTAN DU NORD
A L'OCCASION DE SON QUATRIEME CONGRES**

Chers camarades dirigeants, membres et sympathisants du MLKP

Nous avons appris avec une grande joie la tenue de votre Quatrième Congrès. La réalisation de cet évènement quinze années après la fondation de votre Parti, dans les conditions de la répression féroce que l'Etat fasciste turc vous impose est en soi-même une grande victoire, une victoire historique. Le Quatrième Congrès montre que l'Etat fasciste turc aux ordres de l'impérialisme US a échoué dans toutes ses tentatives criminelles pour détruire le MLKP.

Les actions révolutionnaires qui ont marqué cet évènement et le quinzième anniversaire de la fondation de votre Parti montrent que ses capacités organisationnelles et ses liens avec les masses sont intacts et en progrès.

Le MLKP fonde son action sur le Marxisme-léninisme. Sur la base des principes de cette théorie, sans sectarisme, en fonction des situations, le MLKP travaille à unifier dans la lutte contre le pouvoir fasciste les forces progressistes, démocratiques, anti-impérialistes, de libération nationale et anticapitalistes dans la perspective de la Révolution Socialiste, de manière démarquée par rapport aux courants opportunistes. Nous approuvons et soutenons cette ligne.

Le MLKP soutient les luttes des nations et des minorités nationales opprimées quel que soit l'impérialisme qui les opprime, sans en soutenir l'un pour prétendument en combattre un autre. Il dénonce la véritable nature des nouveaux impérialismes russes, chinois et autres. Il soutient la lutte du peuple kurde pour sa libération nationale et celle des autres minorités nationales qui vivent sur le territoire de l'Etat turc. Il applique les analyses de Lénine et de Staline. Nous approuvons et soutenons cette ligne.

Le MLKP a lancé dans son APPEL DU QUATRIEME CONGRES DU MLKP, une directive aux travailleurs immigrés de Turquie/Kurdistan du Nord à participer au combat des classes ouvrières des pays impérialistes où ils sont exploités et opprimés. Cette recommandation a une grande portée internationaliste prolétarienne. Le ROCML l'accueille avec espoir et fera tout pour la concrétiser en France.

Dans le même esprit communiste, le ROCML s'engage à se battre aux côtés des travailleurs immigrés de Turquie/Kurdistan du Nord qui vivent en France, à soutenir leurs luttes contre l'exploitation capitaliste-impérialiste, contre l'oppression et les discriminations de tous ordres, pour une égalité totale de leurs droits avec ceux des prolétaires de souche française, en particulier le droit de résidence illimité et sans conditions sur le territoire français.

**Vive le Quatrième Congrès du MLKP !
Vive le Marxisme-Léninisme !
Vive l'internationalisme prolétarien !
En avant vers la Révolution victorieuse !**

LE COURRIER DES LECTEURS

Nous publions la réaction d'un lecteur a propos de l'article « De la lutte syndicale pour les revendications économiques au combat politique pour la conquête du pouvoir d'Etat » paru dans le n° 1 de la voix des communistes. Il pose le problème de « l'articulation des luttes économiques et politiques » dans la perspective de la conquête du pouvoir. Nous reviendrons sur ce sujet dans les prochains numéros. Le débat est ouvert.

(..) Le texte s'attaque aux courants politiques qui réduisent la lutte des classes à une lutte économique, l'économisme et ses courants spontanéistes ou réformistes. Après cette critique viennent des conclusions, la lutte économique ne suffit pas: il faut une lutte politique, dirigée par le parti pour prendre le pouvoir. Le rôle du Parti est de diriger « toutes les luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste ... et jusqu'à l'instauration du socialisme par la dictature du prolétariat. »

Certes, mais le texte n'indique nulle part la forme correcte de la lutte économique dans la théorie marxiste-léniniste, c'est à dire dialectiquement articulée à la lutte politique. Le seul moment où le syndicat est évoqué c'est pour dire qu'il faut lutter « contre les directions de toutes les confédérations syndicales CGT comprise ». Cette lutte contre les *directions* syndicales ne suffit pas à définir la position du Parti à l'égard du syndicalisme en général. On a donc oublié de définir le rôle du syndicat et l'attitude du Parti à son égard dans le processus qui mène de la lutte syndicale au combat pour la conquête du pouvoir d'Etat, comme le dit le titre. Dans un texte consacré à lutte économique/lutte politique, ça revient presque à nier *par omission* la nécessité de la lutte des communistes dans les syndicats : ça conduit à une pratique politique coupée des masses, au volontarisme, au gauchisme.

Comment le marxisme-léninisme conçoit-il la lutte économique?

Lénine théorise l'articulation des luttes économiques et politiques dans *La maladie infantile du communisme*¹.

Si de par leur nature, les syndicats ont une « certaine tendance corporative, une certaine tendance à l'apolitisme » ils constituent aussi l'« école du communisme », le premier lieu où peut se former la conscience de classe. Mais puisque spontanément les idées qui émergent de cette lutte économique tendent vers le trade-unionisme, le Parti doit « éduquer les syndicats ». C'est à dire que les communistes doivent s'impliquer dans les syndicats, y diffuser leur conception de la lutte économique et y mettre en pratique cette théorie. Le Parti a pour objectif de « diriger » la lutte économique des syndicats. Les communistes doivent donc conquérir ces syndicats, en faire un « appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la classe et à la masse, et au moyen duquel la dictature de la classe se réalise sous la direction du parti. » Le syndicat est donc un organe de liaison de la masse au Parti : c'est la courroie de transmission du Parti dans les masses. Cette conception implique la prééminence du parti: la lutte économique est subordonnée à la lutte politique.

Résumons. D'un côté le syndicat est l'organisation qui compte le plus de militants dans les masses, elle forme à la lutte, c'est un vivier de futur militants. Dans l'autre sens le syndicat est *subordonné* au Parti qui y diffuse sa théorie puis ses directives. "Nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière." dit Lénine. Le syndicat est donc le maillon intermédiaire et essentiel de la dialectique avant-garde/masse, ce rapport est en fait du type Parti-syndicat-masse. Seule cette *articulation dialectique des luttes économiques et politiques* -la première étant subordonnée à la seconde- permet d'aboutir à la prise du pouvoir politique.